

«Nouvelle PNP» en Argentine

L'accès au logement - un droit humain fondamental

Programme d'amélioration des logements au bénéfice d'enfants et de familles pauvres à Buenos Aires

Après la grave crise du début des années 2000 où l'Argentine vivait un chaos politique, financier et économique un peu pareil à l'image actuelle de certains états du sud de l'Europe, le pays est entré dans une phase de relative stabilité politique et d'essor économique.

L'évolution positive de ces dix dernières années repose essentiellement sur la philosophie politique de l'ancien président Néstor Kirchner et de son actuel successeur, son épouse Cristina Fernandez. Ainsi des progrès fondamentaux sont à signaler dans le domaine du respect des droits de l'homme foulés aux pieds par la dictature militaire de 1976 à 1983 qui s'est rendue coupable de la disparition de quelque 30.000 citoyens. Les responsables de ces crimes contre

l'humanité ont aujourd'hui été traduits en justice et condamnés.

Dans d'autres domaines aussi le «kirchnérisme» a été à la base d'un développement ouvert et progressiste notamment quant à l'indépendance et la liberté des moyens de communication, l'introduction du mariage égalitaire, le contrôle des naissances, le droit de vote à partir de 16 ans, la réforme de la justice pour ne citer que ceux-là.

Dans le secteur social nombre de programmes de soutien et d'assistance ont vu le jour. Parmi les plus marquants celui de «l'allocation universelle pour enfants» touchant plus de deux millions de foyers avec quelque huit millions de personnes. Une autre mesure, non moins importante, est celle du «Plan de sécurité

alimentaire» avec le ministère du Développement social pour auteur et avec comme cible 19 millions de bénéficiaires (environ la moitié de la population du pays).

Il est évident qu'avec l'essor de tous ces programmes de soutien la dépense sociale de l'Etat a marché de pair en passant de 180\$/habitant (27 euros) au début des années 2000 à 280 \$ (43 euros) en 2008.

La critique cependant vient des organisations syndicales et sociales qui disent sans cesse que ces mesures gouvernementales seraient plutôt de nature palliative ne s'attaquant pas, en effet, aux causes profondes des malaises qui seraient à chercher plutôt du côté structurel. Dans ce contexte soulignons des études qui montrent qu'entre 1993 et 2008 le



Le développement du logement n'a pas pu emboîter le pas à la croissance démographique.



Selon des rapports, il y aurait à Buenos Aires un déficit d'un million de logements.

salaires réels a connu une augmentation de seulement 18 % contre un renforcement de la dépense sociale par habitant de 94 %!

Les organisations sociales et milieux syndicaux s'inquiètent vivement des moyens de subsistance des preneurs de travail et de leurs familles au cas éventuel où, un jour, le soutien étatique vendrait à tarification à un épuisement des moyens publics. Inquiétudes qui surgissent et s'articulent malgré l'essor économique des dix dernières années avec un taux d'accroissement de 35 % dans le secteur agricole et de 34 % dans celui de l'industrie. Avec son développement remarquable, le tourisme se situe

au même niveau. Cependant les conflits sociaux ne sont pas absents du tableau.

Par exemple dans le secteur de l'exportation du soja transgénique avec sa croissance explosive de 6 à 19 millions d'hectares entre 1997 et 2010 (actuellement 59 % de la terre cultivable du pays). Et avec un gou-

vernement qui se propose de gonfler l'actuelle production annuelle de 100 à 160 millions de tonnes d'ici 2020!

La focalisation sur cette monoculture engloutira évidemment des terres précieuses et des terroirs vierges qui ne seront plus disponibles pour la production alimentaire locale et pour la préservation de domaines

naturels. Adolfo Pérez Esquivel, prix Nobel de la paix en 1980, a d'ores et déjà tiré la sonnette d'alarme: «Nous voyons que l'expansion des monocultures et des agrotoxiques provoque la contamination et la destruction de la biodiversité tout en expulsant de ses terres la population autochtone et en menaçant sa santé». Le même phénomène regrettable s'opère d'ailleurs au



Beaucoup de jeunes n'ont pas accès à l'eau potable ni aux soins de santé.

(Suite page suivante)

(Suite de la page précédente)

Paraguay et au Brésil. En 2011, des organisations indigènes ont dénoncé l'expulsion de 300.000 familles autochtones de leurs territoires ancestraux, familles qu'on a forcées d'aller vivre dans les quartiers les plus démunis des grandes villes comme Buenos Aires.

Une situation semblable est à déplorer dans le contexte de l'installation des grandes compagnies minières multinationales dans plusieurs régions du pays. La grande inégalité dans la concentration de la propriété terrienne est vue par une large part de la population comme une menace permanente d'un glissement vers la nécessité et la pauvreté:

Un rapport de 2010 souligne que plus de 50 % de la production du soja se trouve entre les mains de

seulement 3 % des propriétaires fonciers du pays. Autant d'aspects qui nous montrent que l'Argentine devra faire face, dans un proche avenir, à d'importants défis tant économiques que sociaux, politiques et environnementaux.

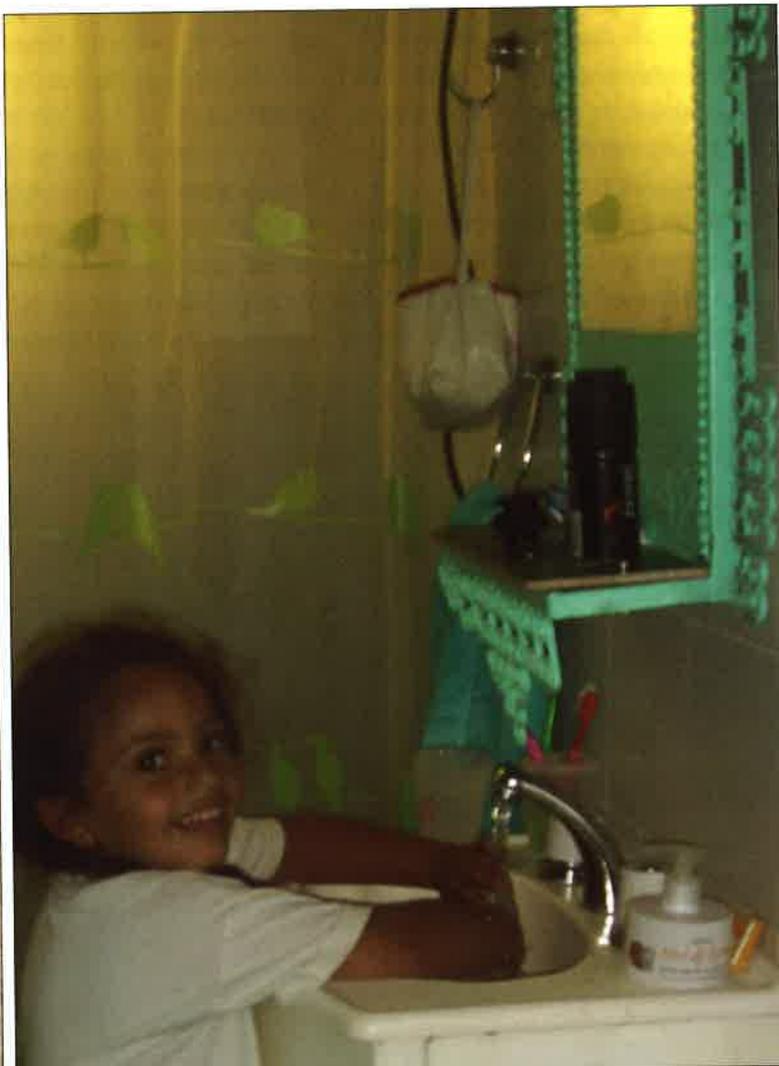
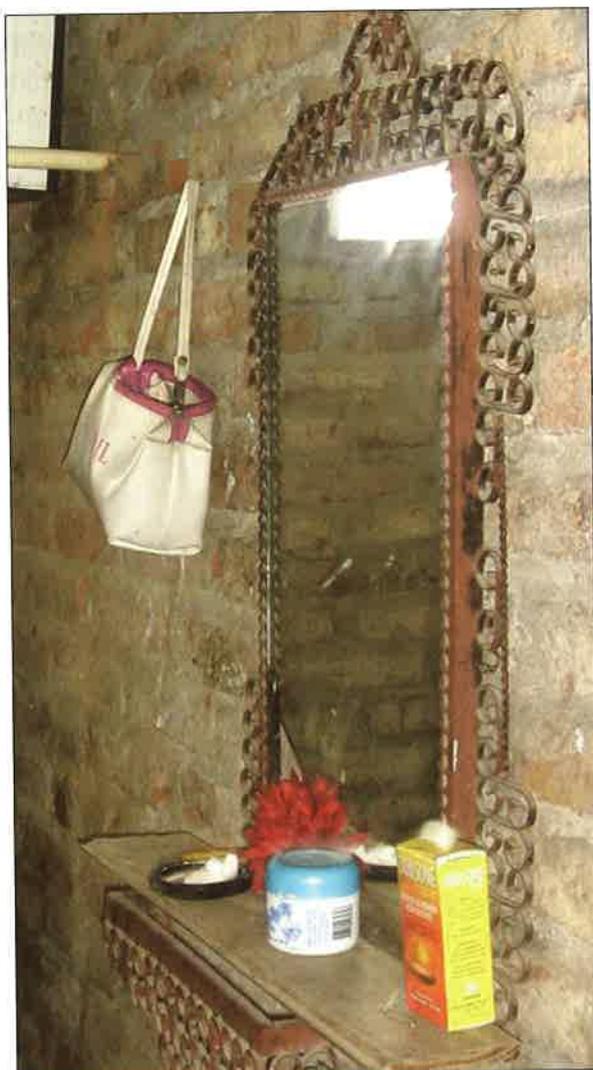
Buenos Aires est devenue énorme agglomération

Avec plus de 10 millions d'habitants Buenos Aires, capitale de l'Argentine et véritable mégapole, s'étire sur 40 kilomètres du centre aux sections périphériques. L'augmentation de la population est due à la fois à une forte migration interne vers les centres urbains et une importante immigration des pays voisins (surtout de la Bolivie et du Paraguay). Le développement du logement ne pouvant emboîter le pas à la croissance

démographique, des centaines de milliers de familles avec leurs enfants sont circonscrits dans les faubourgs urbains dans des conditions de précarité et de pauvreté. Il y aurait à Buenos Aires un déficit d'un million de logements!

En 2002 l'ONU reconnaît l'accès à un logement comme un droit humain fondamental et rend possible la participation effective des organisations sociales dans les processus de création et de gestion de logements.

Il reste cependant beaucoup à faire vu la croissance ininterrompue de la population urbaine mondiale dont une grande partie connaît une vie de misère dans les bidonvilles des grandes agglomérations avec toute son exclusion sociale, sa criminalité, son manque d'hygiène, sa prostitution, sa toxicomanie etc. Le rapport



Les expériences et apprentissages acquis au cours des projets actuels et passés rassurent et font espérer (notre photo montre une salle de bain avant et après la rénovation).



Depuis sa fondation «Madre Tierra» a mis sur pied nombre de projets au bénéfice de milliers d'enfants et de leurs familles.

2012 de l'Unicef nous apprend qu'en Argentine 92 % de la population est urbaine contre plus de la moitié de la population mondiale dont un bon milliard d'enfants.

Grand nombre de ces jeunes n'ont pas accès à l'eau potable, l'électricité, les soins de santé malgré, souvent, la proximité géographique de ces services. Le taux de mortalité infantile dû à la dénutrition et à la maladie est élevé.

Le projet soutenu par «Nouvelle PNP»

Le projet actuellement en cours concerne l'amélioration des logements de familles pauvres dans la banlieue ouest de Buenos Aires.

Notre partenaire sur place est l'association «Madre Tierra» fondée en 1985 et qui s'est donné justement cette mission-là comme but principal.

Depuis sa fondation «Madre Tierra» a mis sur pied nombre de projets au bénéfice de milliers d'enfants et de leurs familles ceci en renforçant les organisations communautaires des quartiers pauvres sur place en les incitant et les appuyant à prendre en mains la recherche autonome de solutions à leurs problèmes par la créa-

tion de services de base dans les domaines de la santé, de l'éducation, des infrastructures, de l'environnement, de la vie culturelle etc.

Le projet actuel consiste dans l'accompagnement de 17 groupes de base s'occupant des problèmes de l'habitat dans plusieurs quartiers populaires de la périphérie ouest de Buenos Aires entre autres sous forme de l'octroi de microcrédits à des centaines de familles nécessiteuses dans le but de pouvoir améliorer ou agrandir leur logement.

Les ressources pour les fonds de roulement du projet ont été mises à disposition par les organismes publics à savoir l'Etat Fédéral de Buenos Aires et l'Etat national. Elles sont gérées de façon autonome par les 17 groupes de base avec l'appui technique externe de «Madre Tierra».

C'est ainsi que pendant les deux ans depuis le lancement du projet en 2011 des microcrédits d'un montant total de 134.000 € ont pu être accordés à quelque 700 familles pour l'investissement dans l'amélioration de leurs conditions de logement.

Les groupes de base se chargent de la sélection des familles bénéficiaires tout comme de la récupéra-

tion des crédits. L'équipe de «Madre Tierra» pour sa part prend sous sa responsabilité la supervision générale. Son architecte s'occupe du suivi technique des travaux de construction et de réaménagement du début à la fin de la réalisation: élaboration des plans, besoin en matériaux, surveillance etc.

Le juriste et l'assistance sociale interviennent soit à la demande des familles soit à celle des groupes de base.

Notons encore que 100 % des familles bénéficiaires des microcrédits n'ont aucun moyen de se procurer de l'argent auprès de la finance privée.

Un non-concerné serait peut-être d'avis qu'il s'agit ici surtout de travaux mineurs de petite envergure. Pour les familles cependant, en précarité générale et donc financière, il s'agit bien d'entreprises majeures avec l'effet multiplicateur d'une incitation à de propres investissements futurs dans la qualité de vie de leurs enfants surtout.

Pour les groupes de base d'autre part il est bien satisfaisant et encourageant de voir se combiner de modestes moyens financiers initiaux à

(Suite à la page suivante)

(Suite de la page précédente)

l'initiative commune, à l'épargne, à l'effort de remboursement pour trouver leur reflet dans le succès manifeste d'une sensible amélioration des conditions de vie. Lors des entretiens mensuelles de «Madre Tierra» avec chaque groupe de base on fait ensemble le tour de table sur la situation

actuelle et future: avancement des projets, solutions aux difficultés, sélection des familles bénéficiaires, visites techniques et sociales, octroi des crédits, contrats avec les familles, suivi des paiements etc.

Chaque deuxième mois, les représentants de tous les groupes locaux se rencontrent au siège de «Madre Tierra» pour une réunion de synthèse



Grâce à l'aide financière des travaux de rénovation sont possibles.

lors de laquelle sont abordés des sujets comme l'analyse des contextes politiques et sociaux tant régionaux que nationaux, le bilan des avancements et des complications du travail dans les groupes particuliers, les thèmes de formation etc. On se base alors sur la méthodologie de l'éducation populaire de Paulo Freire de nature à la fois active et participative.

quantité de familles avec enfants vivant dans des logements inadéquats, trop petits et insalubres, ce que «Madre Tierra» considère comme une atteinte grave aux droits de l'enfant. On retient aussi si les familles sont disposées à assumer un engagement communautaire.

Tournons-nous maintenant vers l'intéressant détail du processus de

L'équipe de «Madre Tierra» se tourne prioritairement vers les quartiers à fort déficit de logements et où elle peut repérer une réelle capacité d'organisation sur le terrain. De même il ne doit pas exister de programme de logements de la part de l'Etat, ce qui en fait est bien rare actuellement. Entre aussi en considération la



En 2002 l'ONU a reconnu l'accès à un logement comme un droit humain fondamental.

fonctionnement des microcrédits: Tout d'abord l'équipe de «Madre Tierra» fait une proposition à un groupe de voisins de quartier pour connaître leur intérêt éventuel à jouir d'un fonds de roulement pour l'amélioration de leurs logements. Pour cela il faut qu'un groupe promoteur d'au moins deux à trois personnes se constitue.

Ensuite, après plusieurs entrevues avec ce groupe promoteur, on définit les critères généraux de fonctionnement du fonds de roulement: les conditions d'accès au crédit, les montants à restituer etc.

En concertation avec le groupe on organise aussi les différentes tâches, on diffuse le projet à réaliser dans le quartier, on reçoit les demandes de crédit, on procède à la sélection des bénéficiaires. En troisième lieu se situe une rencontre avec le premier groupe des familles sélectionnées.

Aller au fond des problèmes

Suit une visite des familles sélectionnées par l'architecte et l'assistante sociale des logements pour estimer les travaux nécessaires et réaliser le diagnostic social de la famille. En cinquième lieu sont élaborés les plans de construction et dressées les listes des matériaux. On s'adresse aussi à une assistance juridique pour régler d'éventuels litiges de droits de propriété étant donné que certaines familles ont spontanément occupé un terrain et que les droits de propriété doivent être réglés.

La sixième étape consiste dans la signature du contrat entre la famille demandeuse, le groupe promoteur et «Madre Tierra», ceci en présence de l'ensemble des familles impliquées pour souligner l'aspect communautaire de la démarche.

Sont livrés ensuite à domicile les matériaux de construction dont les contrôles de quantité et de qualité incombe aux familles bénéficiaires. La livraison se fait en nature et ne



Beaucoup de familles avec des enfants vivent dans des logements inadéquats, trop petits et insalubres.

peut prendre le caractère d'une avance de crédit. Le remboursement du crédit se fait dans un délai d'une année en général. Dernière étape enfin: l'équipe promoteur peut réin-

vestir le fonds de roulement dans de nouveaux projets pour de nouvelles familles. Notons pour conclure qu'une fois son crédit remboursé dans les

(Suite à la page suivante)



Une grande partie de la population urbaine mène une vie de misère dans les bidonvilles.



Manifestation des organisations de base en faveur de la nouvelle loi.

(Suite de la page précédente)

délais prévus, une famille peut en demander un autre d'un montant plus important que le précédent. Au fil de la réalisation de leurs projets tous les acteurs se rendent compte progressivement qu'une vaste communauté de concitoyens est frappé par les mêmes problèmes et que les causes en sont plus profondes. Ils en viennent à reconnaître qu'il faut mieux s'organiser encore et créer des synergies pour faire face de manière plus effective à la situation. C'est ainsi qu'a été créé le «Forum d'organisations pour la terre, l'infrastruc-

ture et le logement de la Province de Buenos Aires» (FOTIVBA). Ce réseau composé d'une centaine d'organisations de base couvre les zones ouest, nord et sud de la périphérie de Buenos Aires et est reconnu officiellement par l'Etat fédéral provincial et l'Etat national.

Le 29 novembre 2011 a été une date de grande très importance pour «Madre Tierra» comme pour toutes les organisations faisant partie du FOTIVA: ce jour-là a été promulguée la loi pour «l'accès juste à l'habitat». Aux yeux de tous, cette loi représente le fruit de longues années de

travail et d'efforts et «Madre Tierra» la considère comme un des plus importants succès pendant ses 25 années d'engagement.

Bien que de nature générale, la loi réserve un chapitre entier à l'accès au crédit pour l'amélioration des logements. Un cadre légal de grand poids est ainsi attribué à l'ensemble du programme de microcrédits géré par les groupes de base. La nouvelle loi vise aussi à endiguer le manque de logements dans toute la Province de Buenos Aires, à aider la jeune génération, à faciliter la gestion des projets de logements et à simplifier le processus de régularisation des quartiers informels.

Reste encore à la détailler et la compléter par les règlements afférents nécessaires et à la mettre en pratique, important défi pour «Madre Tierra» et toutes les organisations regroupées au sein du réseau FOTIVBA. Mais les expériences et les apprentissages acquis au cours des projets actuels et passés rassurent et font espérer.

Acclamons ce grand pas en avant vers la concrétisation de ce droit humain fondamental qu'est le droit au logement comme il a été reconnu par les Nations unies en 2002 déjà!

Hector Valdés



«Madre Tierra» considère la loi sur l'accès à l'habitat comme un des plus importants succès pendant ses 25 années d'engagement.